

République du Sénégal



Un Peuple - Un But - Une Foi

MESSAGE A LA NATION

DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT MACKY SALL

A L'OCCASION DU NOUVEL AN

Palais de la République, 31 décembre 2022

Mes chers compatriotes,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Au seuil du nouvel an, je suis heureux de m'adresser à vous pour vous présenter mes vœux.

Ce soir, alors que la communauté catholique est en deuil, avec le rappel à Dieu de Sa Sainteté, le Pape émérite **Benoit XVI**, je voudrais d'abord joindre mes pensées aux vôtres, en souvenir des êtres chers qui nous ont quittés. Je prie avec vous pour qu'ils reposent en paix.

A nos malades, j'exprime ma compassion et mes souhaits de prompt rétablissement.

L'année 2022 s'achève comme elle a commencé. L'impact de la pandémie et d'une guerre majeure continue en effet de bouleverser toutes les prévisions et de maintenir l'économie dans sa pire récession depuis la seconde guerre mondiale.

Malgré cette situation difficile, où nombre de pays sont en stagnation ou récession, notre économie reste résiliente. Le classement de ***World Economics***, qui fait autorité en matière de données statistiques, reconnaît en effet le Sénégal comme pays à la croissance la plus régulière sur la décennie 2011-2021.

Cette année, notre déficit budgétaire s'est rétréci. Notre taux de croissance, établi à **4,8 %**, devrait atteindre un niveau sans précédent de **10%** en 2023, avec le début d'exploitation de nos ressources pétrolières et gazières.

Nos recettes intérieures ont augmenté de **23%** au cours de l'année 2022, grâce à la bonne performance de nos régies financières qui ont réussi un taux de recouvrement plus que satisfaisant de **90%** par rapport à l'objectif fixé.

Ces efforts nous ont donné plus d'autonomie budgétaire, en permettant de couvrir **85%** des dépenses publiques internes de l'Etat.

Dans le même esprit de bonne gouvernance des affaires publiques, l'exploitation du rapport de la Cour des comptes sur la gestion financière de la pandémie de COVID-19 suivra son cours conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière.

Mes chers compatriotes,

Dans un contexte mondial particulièrement difficile, marqué par une hausse généralisée des prix, j'ai souhaité faire de 2022 une année sociale, dédiée à la protection du pouvoir d'achat des ménages.

C'est le sens des mesures portant sur :

- l'augmentation substantielle des salaires pour un montant cumulé de **236 milliards** de FCFA ;
- la subvention des prix du carburant, du gaz et des denrées de première nécessité pour plus de **750 milliards** ;
- la renonciation, par l'Etat, de **157 milliards** de recettes fiscales sur des produits importés comme le

riz, le blé, le maïs, le sucre et l'huile, afin d'éviter leur renchérissement pour le consommateur ;

➤ enfin, le soutien direct à **543 000** familles vulnérables par transfert d'argent pour plus de **43 milliards**.

A cela s'ajoutent les décisions issues des concertations nationales sur la lutte contre la vie chère, visant à contenir la tendance inflationniste des prix, y compris le loyer.

Je remercie l'ensemble des acteurs économiques et autres forces vives de la nation qui ont contribué au succès de cet exercice de solidarité nationale.

L'effort de protection sociale sera renforcé en 2023 avec la mobilisation de plus de **450 milliards** au titre des subventions des produits alimentaires et énergétiques.

Celles concernant le carburant et l'électricité seront cependant ajustées et mieux ciblées en faveur des couches sociales les plus nécessiteuses.

En outre, les bourses de sécurité familiale seront portées de **25 000 fcfa** à **35 000 fcfa** par trimestre et élargies à

de nouveaux bénéficiaires sur la base de critères de vulnérabilité.

C'est dire, mes chers compatriotes, que le Gouvernement reste dans **le temps de l'action, de la sensibilité sociale par la veille, l'écoute et la proximité ; mais également de l'offensive économique.**

En somme, le Sénégal est aujourd'hui passé d'un **état d'indigence à un état d'émergence.**

Le combat pour la souveraineté alimentaire reste un objectif de premier plan.

Ainsi, en trois, ans, le budget de la campagne agricole a doublé, passant de **40 milliards** de FCFA en 2019 à plus de **80 milliards** en 2022, pour soutenir les producteurs en semences, engrais et matériels agricoles.

Cette année encore, grâce à l'intensification de nos efforts et une pluviométrie abondante, les récoltes sont satisfaisantes, avec plus de **3,6 millions** de tonnes pour

les céréales et **1,5 million** respectivement pour l'arachide et les produits horticoles.

Nous ferons encore mieux avec les nouveaux aménagements hydro-agricoles en cours, une meilleure maîtrise de l'eau et le développement progressif des **Agropoles**, des **Domaines agricoles communautaires** et des fermes ***Naatangué et Waar-Wi***.

Dans le cadre de la modernisation du secteur agricole, je me réjouis d'annoncer l'acquisition prochaine de plusieurs matériels et équipements, dont des tracteurs, moissonneuses-batteuses, kits d'irrigation, magasins de stockage et chambres froides.

Mes chers compatriotes,

En dépit de la crise, nous poursuivons résolument nos chantiers d'infrastructures, parce qu'il ne peut y avoir d'émergence sans infrastructures de base.

Cette année, nous avons achevé des projets emblématiques, comme la **première phase du TER**, le

stade Abdoulaye Wade, le pont **Nelson Mandela Foundiougne** et celui de **Marsassoum**, l'autopont de **Keur Massar**, les axes routiers **Tambacounda-Goudiry-Kidira**, et **Louga-Dahra**, entre autres.

Au total, **60 chantiers** d'infrastructures sont actuellement en cours d'exécution, mettant à contribution le secteur privé national et une main d'œuvre intensive.

Il s'agit, entre autres :

- de la ligne du BRT entre Guédiawaye et Dakar ;
- de la 2^e phase du TER, entre Diamniadio et AIBD ;
- de la route du **Daandé maayo** ;
- de l'axe **Kidira-Bakel** ;
- de l'autoroute du Nord **Dakar-Tivaouane-Saint-Louis**, dont les travaux démarrent en 2023 en cohérence avec le regain de trafic lié à l'exploitation de nos hydrocarbures ;

- du **Programme de Connectivité des Zones de Production Agricole**, dans les régions de Kaffrine, Kaolack et Thiès, dont le montage financier est bouclé ;
- et du **Programme Spécial de Désenclavement**, un vaste chantier quinquennal qui a déjà démarré pour réaliser **2850 Km** de routes, ainsi que des ouvrages d'art en milieu rural et urbain.

A terme, ce Programme mobilisera **60** entreprises nationales et générera **50.000** emplois.

S'y ajoutent les projets spécifiques d'équité territoriale exécutés par le **PUDC**, le **PUMA** et le **PROMOVILLES**, pour un maillage complet du pays en routes bitumées, pistes carrossables, infrastructures hydrauliques et électriques.

Ce sont tous ces efforts qui ont hissé notre pays à la 8^e place du classement **Global Economy** des meilleurs

réseaux routiers et autoroutiers d'Afrique, sur **38** pays évalués.

Nous avons la même ambition de performance pour les secteurs stratégiques des mines et de l'énergie conformément à nos engagements au titre de l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (ITIE).

Le Conseil d'administration de l'ITIE a ainsi reconnu en octobre dernier que le Sénégal a « **atteint un score très élevé dans la mise en œuvre de l'ITIE suite à sa seconde Validation** », avec la mise en ligne transparente des contrats miniers, pétroliers et gaziers, tous accessibles au grand public.

Je suis heureux d'annoncer que de bonnes perspectives sont devant nous pour réaliser au plus vite l'accès universel à l'électricité.

Les travaux de notre projet pétrolier **Sangomar**, et du projet gazier **GTA**, que nous partageons avec notre voisin mauritanien, sont exécutés respectivement à **71%** et

85%, avec la participation d'entreprises et de main d'œuvre sénégalaises ; donnant plein effet à notre politique de contenu local.

Dans la perspective de nos premières productions en 2023, notre pays a adhéré en novembre dernier à l'Organisation des Pays africains Producteurs de Pétrole afin de défendre ses intérêts dans le cadre de la solidarité africaine.

D'autre part, la SENELEC a renforcé ses capacités avec la mise en service de la centrale électrique de **Malicounda** et notre quote-part de **33%** dans la centrale hydroélectrique de **Gouina**.

A cela s'ajoutent le nouveau Programme d'installation de **115 000** lampadaires solaires, prioritairement dans les communes non bénéficiaires de la première phase, et l'électrification de **2000** villages au titre de la phase 2 du PUDC.

Tout comme l'électricité, l'eau et l'assainissement restent au cœur de mes priorités.

Comme promis, nous avons satisfait cette année une vieille doléance avec la réalisation du Projet d'alimentation en eau potable des îles de la Basse Casamance.

De même, les travaux de la première phase de l'usine de dessalement d'eau de mer des Mamelles ont démarré.

Ce chantier sera suivi par celui du dessalement d'eau de mer sur la Grande Côte, pour **300.000** m³ par jour, extensibles à **400.000** m³, afin de couvrir les besoins de Dakar, Thiès et Mbour.

Nous lancerons en 2023 le projet d'exploitation des eaux de surface du bassin de **Nanija Bolong**, dans le Département de Kounghoul ; soit **46 millions** de m³ par

an, pour mettre en valeur **12.000** hectares et arrêter l'avancée des eaux salées.

Un financement de **156 milliards** FCFA sera également mobilisé pour la première phase de l'ambitieux Projet de Renforcement de la Résilience des Écosystèmes du Ferlo (le PREFERLO), qui consiste à transférer **680 millions** m³ par an du lac de Guiers vers la zone du Ferlo, sur un linéaire de **214 km**, entre Keur Momar Sarr et Ranérou.

Le PREFERLO contribuera de façon substantielle à la souveraineté alimentaire de notre pays en mettant en valeur tout le potentiel d'agriculture et d'élevage du terroir.

J'ai aussi demandé au gouvernement de renforcer la politique des branchements sociaux pour soutenir les couches vulnérables en milieu urbain et rural.

Pour un ***Sénégal de tous, un Sénégal pour tous***, et parce que l'eau est un minimum vital, je tiens

particulièrement à ce que chaque famille, quelle que soit la modestie de ses moyens, puisse accéder à l'eau potable.

En matière d'assainissement, d'importants chantiers sont en cours avec :

- la finalisation des travaux de renforcement des capacités de la station de **Cambérène** ;
- le lancement du projet de renouvellement du collecteur **Hann-Fann**, pour régler une vieille préoccupation des communes de Hann, Fann-Point E-Amitié, Grand Dakar, Biscuterie, Mermoz-Sacré-Cœur, Sicap Liberté, Dieupeul-Derklé, Grand Yoff et des HLM ;
- enfin, la poursuite du Programme d'assainissement des villes de Dakar, Kaolack, Louga, Matam, Pikine,

Rufisque, Tambacounda, Saint Louis, Tivaouane et Touba.

Dans la quête d'émergence, notre système éducatif reste le cœur battant qui irrigue le corps social, et donne vie et espoir à la nation.

Eduquer et former nos enfants, c'est entretenir la lumière du savoir qui éclaire les esprits et illumine notre marche vers le Sénégal de nos rêves.

C'est pourquoi l'Etat continue d'investir plus de 25% du budget national dans l'éducation et la formation.

Nos acquis récents le prouvent à suffisance avec :

- l'inauguration de l'Université Amadou Mahtar Mbow ;
- le démarrage des classes préparatoires aux grandes écoles ;
- la finalisation des travaux de construction de l'Université El hadji Ibrahima Niassé ;

- le renforcement des capacités de l'Université Virtuelle du Sénégal, avec la construction en cours de **46** Espaces Numériques Ouverts ;
- le démarrage des enseignements du campus franco-sénégalais ;
- la création des Universités Souleymane Niang de Matam, et Sénégal oriental de Tambacounda, dont les Coordonnateurs de projets sont déjà nommés ;
- la mobilisation de **52** milliards pour la modernisation des équipements scientifiques de nos universités ;
- l'amélioration de la pension de retraite du Personnel enseignant et de recherche ;
- et l'augmentation des avantages accordés aux personnels administratifs, technique et de service.

Malgré nos contraintes et nos limites, nous devons être fiers de notre système universitaire, au regard des performances de l'Université Cheikh Anta DIOP de

Dakar, récemment classée 1^{ère} université francophone d'Afrique, et des excellents résultats de nos candidats au dernier Concours d'Agrégation du CAMES en Sciences de la Santé.

Et à travers le monde, des compatriotes et ressortissants d'autres nationalités, formés à l'université sénégalaise excellent dans tous les domaines de l'activité humaine, y compris les plus pointus.

Tout cela montre que nous devons continuer à investir dans l'école, parce que c'est opportun et productif.

C'est pourquoi je tiens à l'exécution diligente :

- du projet de construction, à compter de 2023, de **22** lycées et collèges dans les régions de Dakar, Thiès, Kaolack, Kaffrine et Sédhiou ;
- et du Programme d'urgence de réhabilitation de plusieurs lycées historiques, notamment Blaise Diagne, Seydina Limamou Laye, Seydou Nourou Tall et John Fitzgerald Kennedy de Dakar ; El Hadji

Malick Sy de Thiès ; El Hadj Oumar Foutyou Tall et Charles de Gaulle de Saint Louis ; Valdiodio Ndiaye de Kaolack et Djignabo de Ziguinchor.

J'accorde le même ordre de priorité à la mise en œuvre des conclusions de la **Rencontre nationale avec la communauté des daara** du 28 novembre dernier.

Depuis des siècles, les daara font partie intégrante de notre patrimoine spirituel, éducatif et socio culturel. Ils méritent, à ce titre, une reconnaissance et un appui institutionnel plus conséquents.

A cet effet, en attendant la mobilisation prochaine d'autres moyens, j'ai décidé d'allouer au système éducatif des *daara* **20%** des fonds de dotation, afin de pérenniser leur prise en charge concertée, alliant tradition et modernité.

Dans la même dynamique d'inclusion sociale et d'équité territoriale, la DER/FJ, qui compte à ce jour **205 000** bénéficiaires, continue son déploiement sur l'étendue du

pays, pour financer, conseiller et accompagner des femmes et jeunes porteurs de projets.

Je tiens particulièrement à ce que la DER/FJ veille à assouplir davantage ses procédures et méthodes d'intervention pour mieux s'adapter aux besoins et réalités de ses cibles.

De même, l'Etat soutiendra davantage les cultures urbaines avec les moyens accrus du nouveau Fonds de développement des cultures urbaines et des industries créatives.

Le Gouvernement reste également engagé sur le front de la santé pour tous.

Ainsi, après les inaugurations des hôpitaux de **Sédhiou, Kaffrine Kédougou, Touba et Agnam**, d'autres chantiers d'établissements publics de santé sont en cours à **Tivaouane, Ourossogui et Saint-Louis**.

Les travaux de la polyclinique de l'hôpital Principal se poursuivent, de même que la construction de l'hôpital Aristide Le Dantec et celle du Centre national d'oncologie de Diamniadio pour le traitement du cancer.

En même temps que nous investissons dans les structures de santé et leurs ressources humaines, il nous faut impérativement réformer et améliorer la gouvernance du secteur, afin de la rendre plus efficace et plus transparente.

C'est pourquoi j'ai demandé une digitalisation intégrale du système, la mise en place de contrats de performance pour les hôpitaux, et la révision de la Convention hospitalo-universitaire.

Mes chers compatriotes,

Au titre de son mandat à la tête de l'Union Africaine, et dans un contexte international agité et incertain, notre pays, fidèle à ses idéaux panafricanistes, a porté avec constance le plaidoyer pour la paix et l'intégration

africaine, et la défense des intérêts de notre continent dans la gouvernance politique, économique et financière mondiale.

Notre diplomatie a pu mobiliser un consensus général qui balise désormais la voie pour l'adhésion historique de l'Union Africaine comme membre de plein droit du G20.

Je redis notre gratitude et nos sincères remerciements à tous nos partenaires qui ont soutenu la candidature de l'Afrique, dans un esprit d'équité et de solidarité.

Ce succès parmi d'autres, ajouté au premier sacre de nos Lions à la Coupe d'Afrique des Nations et à leur 3^e participation à la Coupe du monde de football, confirme le standing que notre pays doit **tenir** et **entretenir** dans le concert des nations.

Ce rang, qui nous vaut le respect et la confiance de l'Afrique et du monde, nous le devons surtout à notre héritage commun de nation libre, unie dans sa diversité,

paisible et stable dans un monde constamment percuté par la violence et l'antagonisme, jusqu'à nos frontières.

Chacun de nous est le légataire de cet héritage.

En conséquence, nous avons la responsabilité individuelle et collective de surmonter nos différences afin de cultiver notre *vivre ensemble* et le préserver des périls qui font le malheur des peuples.

Nul ne doit s'imaginer plus grand ou plus fort que cette nation qui nous abrite tous. Nous sommes parce que le Sénégal est.

Si nous sommes là aujourd'hui, rassemblés en tant que nation, c'est bien parce que nos anciens nous ont couvés et portés sur leurs épaules.

Notre honneur, c'est d'en faire autant pour nos enfants, en consolidant chaque jour le pacte de bienséance, de solidarité et de fraternité humaine qui lie cette nation, génération après génération.

Cette tâche qui nous incombe tous, moi au premier chef, je continuerai d'y veiller de toutes mes forces, pour un Sénégal toujours uni, paisible, stable et prospère.

A toutes et à tous, mes chers compatriotes, j'exprime mes sentiments affectueux, avec mes vœux les meilleurs ; vœux de paix, de bonne santé, de bien-être et de réussite.

Bonsoir et déwéneti.